



Programme du Partenariat Accéléré pour l'Appui des pairs (PAP-APP)

Accord de coopération

2018-2020

entre

La Cour des comptes de la République Démocratique du Congo,
le Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de
Contrôle des Finances Publiques d'Afrique Francophone
Subsaharienne
et l'Initiative de Développement de l'INTOSAI

1

Sommaire

Acronymes	3
1 Contexte.....	4
2 Résultats attendus et les extraits	5
3 Responsabilités et gestion de projet	5
3.1 La Cour des comptes de la RDC.....	5
3.2 Équipe de pairs.....	6
3.3 Équipe du programme PAP-APP	6
3.4 CREFIAF, AFROSAI-E et IDI.....	7
4 Direction et rapports	7
5 Budget et finances	7
6 Gestion des risques.....	8
7 Principes de coopération	9
8 Accord	9
Annexe 1: Plan d'activités et d'étapes	10
Annexe 2: Principales ressources actuelles de la CDC/RDC affectées au projet et aperçu du soutien externe	12
Annexe 3: Équipe de pairs	15

  
2

Acronymes

ADA	Agence Autrichienne de Développement
AFROSAI-E	Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances publiques d'expression Anglaise
CDC/RDC	Cour des comptes de la RDC
CREFIAF	Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique Francophone Subsaharienne
COREF	Comité d'Orientation de la Reforme des Finances Publiques
GCP	Appel Mondial à Propositions des projets
IDI	Initiative de Développement de l'INTOSAI
INTOSAI	Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances publiques
ISSAI	Normes Internationales pour les Institutions Supérieures de Contrôle des Finances publiques
MoU	Memorandum of Understanding (Protocole d'Entente)
PAP - APP	Partenariat Accélééré pour l'Appui des pairs / Accelerated Peer-Support Partnership
ISC	Institution Supérieure de Contrôle des Finances publiques
PSG	Project Support Group (Groupe de soutien de projet)
CMP ISC	Cadre de Mesure de Performance des ISC
ODD	Objectifs de Développement Durable
SM	Strategic Management (Gestion stratégique)
TdR	Termes de Référence



1 Contexte

La Cour des comptes de la RDC (CDC/RDC) souhaite renforcer ses capacités en vue d'améliorer sa performance.

La coopération INTOSAI-Donateurs a donné une réponse favorable à sa requête, formulée courant 2017 lors du 3ème Appel mondial à proposition des projets, pour être considérée comme bénéficiaire de l'appui des bailleurs dans le cadre du Partenariat Accélééré pour l'appui des Pairs (PAP-APP).

L'Appel Mondial à Proposition des projets (GCP) est un mécanisme qui cherche à rapprocher les propositions de renforcement des capacités des ISC avec des donateurs et des fournisseurs de soutien. Il vise à donner aux ISC des pays en développement les moyens de renforcer leurs capacités et d'améliorer leurs performances, en veillant à ce que les propositions pertinentes soient dirigées par les ISC elles-mêmes et alignées sur leurs plans stratégiques.

Le PAP-APP implique un soutien intensif à un petit groupe d'ISC ayant un besoin urgent d'appui pour leur développement et leur performance.

L'IDI, l'AFROSAI-E et le CREFIAF ont mis en place un programme pour soutenir les ISC dans le cadre dudit PAP-APP. Le financement de ce programme est assuré par l'Agence Autrichienne de Développement (ADA), le Ministère des Affaires Etrangères de l'Islande, les Fonds communs de l'IDI et le soutien en nature du CREFIAF, de l'AFROSAI-E et de certaines ISC.

Dans ce contexte, la CDC/RDC, le CREFIAF et l'IDI ont décidé d'établir une coopération dans le cadre du programme PAP-APP. Cet accord de coopération décrit les résultats prévus et la manière dont les parties vont travailler ensemble.

L'annexe 2c montre les différents partenariats que la CDC/RDC a établi dans un passé récent avec la Comité d'Orientation de la Reforme des Finances Publiques en RDC (COREF).

Le soutien par le biais du programme PAP-APP, ainsi que tout nouveau soutien à la Cour des Comptes, devrait s'appuyer sur le soutien antérieur et être bien coordonné avec l'aide existante. Un mécanisme clé pour y parvenir est la tenue des réunions régulières du groupe de soutien des ISC organisées par l'ISC.

Handwritten signatures in blue ink, including a large signature on the left and a smaller one on the right.

2 Résultats attendus et les extrants

Le cadre de résultats de la coopération est présenté dans le tableau ci-dessous.

Résultats de l'ISC	Indicateurs	Principaux résultats attendus (Activités à réaliser)
1. Gestion stratégique renforcée	<p>Indicateur du cycle de planification stratégique CMP-ISC -3</p> <p>Cible : Score 2 (de l'ISC) d'ici la fin de 2019 - Cadre de mesure de la performance</p> <p>Mesure : Méthodologie CMP-ISC-3</p>	<p>a. Évaluation des besoins en vue de l'élaboration d'un plan stratégique</p> <p>a. Plan stratégique basé sur une évaluation des besoins et contenant des éléments de base pour une performance efficace de la CDC/RDC</p> <p>b. Elaboration d'un Plan opérationnel avec une orientation claire sur les performances et les résultats, en particulier une indication du nombre d'audits à effectuer annuellement en relation avec le mandat et les capacités de la CDC/RDC</p>
2. Soutien externe suffisant, efficace et coordonné pour le renforcement des capacités	<p>Si l'ISC a établi des accords de soutien au renforcement des capacités permettant la mise en œuvre du plan stratégique.</p> <p>Cible : fin 2019</p> <p>Mesure : L'évaluation qualitative de l'ISC s'il y a des dispositions de support (d'assistance) externes suffisantes pour chaque objectif dans le plan stratégique :</p> <p>1. Soutien demandé et</p> <p>2. Soutien confirmé</p>	<p>a.</p> <p>Un plan complet et global pour des soutiens externes indiquant le soutien financier et technique externe nécessaire à la mise en œuvre du plan stratégique, y compris les projets prioritaires et les propositions de projets.</p> <p>b. La CDC/RDC a un personnel dédié au programme et la responsabilité de la coordination du soutien externe.</p> <p>c. Requêtes pour le soutien des partenaires</p>
3. Sensibilisation au genre assurée au sein de la CDC/RDC et audits budgétaires sensibles au genre conduits	<p>Si les plans mis à jour au niveau de l'ISC contiennent des stratégies efficaces liées au genre, à l'inclusion et à la diversité.</p> <p>Cible : fin 2019</p> <p>Mesure : évaluation qualitative</p>	<p>Stratégies pour la promotion du genre et la conduite d'audits budgétaires sensibles au genre dans les plans stratégique et opérationnel</p>

3 Responsabilités et gestion de projet

3.1 La Cour des comptes de la RDC

La Cour des comptes de la RDC est impliquée dans la mise en œuvre du projet en tant qu'institution, c'est-à-dire en assurant la participation de tous les gestionnaires et de son personnel. L'engagement de l'ensemble de la direction de la CDC/RDC dans le projet est un facteur clé de succès. La gestion





quotidienne du projet sera assurée par une équipe de gestion stratégique dédiée de la CDC/RDC. Cette équipe aura pour responsabilité de coordonner les activités de soutien déployées par les partenaires de la coopération. Le chef de l'Equipe de gestion stratégique de la CDC/RDC sera l'interface principale de l'Equipe de pairs. Le chef de l'Equipe de gestion stratégique de la CDC/RDC et le chef de l'Equipe de pairs doivent maintenir un dialogue étroit et régulier. Le chef de l'Equipe de gestion stratégique de la CDC/RDC doit :

- diriger l'Equipe de gestion stratégique et convoquer la réunion annuelle ;
- s'assurer de la mise en œuvre des activités ;
- veiller à l'intégration des activités liées au projet avec le reste des plans et activités de la CDC ;
- surveiller et suivre activement l'exécution des activités, des étapes, des jalons et des résultats attendus du projet ;
- animer l'équipe de la CDC/RDC chargée de la coordination des activités du projet ;
- assurer la disponibilité permanente du personnel adéquat dans les domaines couverts par le projet ;
- préparer annuellement des rapports de progrès des activités convenues et de la performance par rapport aux résultats et indicateurs prévus. Cette information doit être fournie, dans la mesure du possible, en tant que partie intégrante du rapport annuel de la CDC/RDC ;
- convoquer promptement la réunion annuelle dans les délais requis, avec la participation de tous les partenaires de développement et éventuellement des personnes ressources ;
- contribuer à la rédaction des termes de référence pour des activités spécifiques de projets, telles que des ateliers ;
- contribuer à la rédaction des rapports des activités du projet.

3.2 Équipe de pairs

Une équipe de pairs sera formée pour gérer le soutien à la CDC/RDC. En tant que partenaires, l'AFROSAI-E, le CREFIAF et l'IDI agiront principalement par l'intermédiaire de ses représentants dans l'Equipe des pairs. Les bailleurs de l'INTOSAI intéressés à soutenir la CDC/RDC seront invités à faire partie de l'Equipe des pairs.

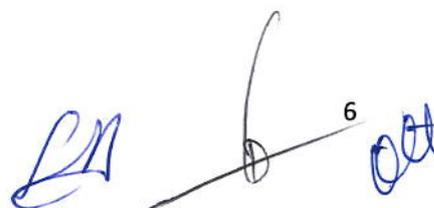
Les éléments suivants sont attendus de l'Equipe de pairs :

- coordonner et exécuter les activités de soutien dans le cadre d'un dialogue étroit avec la CDC/RDC et les partenaires de développement au niveau des pays concernés ;
- élaborer des termes de référence provisoires pour les activités du projet ;
- s'assurer qu'un rapport de toutes les activités importantes du projet est rédigé en étroite collaboration avec les participants et les institutions apportant un soutien à la CDC/RDC ;
- s'assurer que toutes les parties prenantes sont bien informées des plans et des activités de la mise en œuvre du projet ;
- identifier et encadrer les pairs qualifiés pour les activités du projet ;
- assurer la coordination avec l'Equipe de gestion du programme.

3.3 Équipe du programme PAP-APP

L'Equipe du programme est au service du projet et est responsable de ce qui suit :

- couvrir et gérer les coûts des activités du projet ;



Handwritten signatures and initials in blue ink, including a large signature on the left, a smaller one in the middle, and the number '6' followed by initials on the right.

- initier et assurer la coordination des événements de plusieurs ISC. L'organisation régionale peut avoir la responsabilité principale de la coordination si de tels événements sont réalisés dans le cadre d'événements qu'elle organise ;
- coordonner régulièrement les activités pour informer les parties prenantes et adapter les plans ;
- veiller à ce que les équipes de programme et de projet disposent des compétences nécessaires, y compris dans les domaines du genre, de la diversité et de l'inclusion ;
- fournir des modèles pour les accords, rapports, etc. ;
- mobiliser et retenir les pairs qualifiés pour les activités du projet ;
- gérer les problèmes émergents ou inattendus dans le cadre de la coopération avec la CDC/RDC;
- inclure les résumés des plans et des rapports de l'exécution du projet par la CDC/RDC dans les plans et les rapports du programme, afin de garantir la coordination et le partage des leçons apprises entre les projets.

3.4 CREFIAF, AFROSAI-E et IDI

Selon la zone d'intervention, l'AFROSAI-E, le CREFIAF et l'IDI agissent par l'intermédiaire de leurs représentants dans les équipes des pairs et l'équipe du programme PAP-APP.

Lorsque des activités du programme se déroulent en marge d'événements organisés par le CREFIAF, celui-ci en assure la coordination.

La responsabilité principale des partenaires consiste à participer activement au Comité de pilotage et à la réunion annuelle.

4 Direction et rapports

Un comité de pilotage, au sein duquel siègera un représentant de chacun des trois partenaires, sera établi. Le comité sera dirigé par le Président de la CDC/RDC. Il est responsable de l'approbation du rapport annuel et des plans annuels du projet.

Le comité de pilotage se réunira pour la première fois au premier trimestre 2019. Il pourra se réunir autant que de besoin, pour discuter du projet d'appui et être consulté sur les questions émergentes.

Le rapport annuel de la Coopération doit, autant que possible, être intégré dans le rapport annuel de la CDC/RDC. Ce rapport devra contenir des informations relatives à l'état des résultats attendus à ce stade en comparaison avec les résultats tels que définis dans le Cadre de Résultats.

À la fin de la période de coopération, une évaluation externe du projet sera effectuée et toutes les parties s'assureront que les documents liés au projet et les informations sont disponibles.

5 Budget et finances

L'IDI prend en charge tous les coûts liés au transport, à l'hébergement et aux repas en rapport avec la participation aux activités de ce programme.

L'IDI ne prend pas en charge les repas du soir et les charges des week-end (déjeuner, dîner et autres charges).

EA  7 

La CDC/RDC devra veiller à ce que les participants disposent d'une assurance de voyage. L'IDI peut rembourser de tels frais sur présentation des pièces justificatives.

L'IDI sera responsable de la gestion financière du projet, y compris de la production des rapports aux donateurs financiers.

Les autres partenaires s'engagent à fournir à l'IDI les informations clés requises pour l'élaboration de ces rapports. Pour les indemnités journalières, la politique de subsides du CREFIAF sera appliquée.

6 Gestion des risques

La CDC/RDC évolue dans un environnement difficile et son projet de développement est ambitieux. La gestion des risques doit être systématique pendant la mise en œuvre de ce projet. Le tableau ci-dessous énumère les risques probables et des actions pour y faire face. L'état de ces risques doit être régulièrement évalué et suivi conjointement par l'Equipe de gestion stratégique de la CDC/RDC et l'Equipe de pairs.

Risque	Description	Mesures de contrôle par la CDC/RDC	Mesures de contrôle par l'Equipe de pairs	Niveau de risque en prenant en compte les mesures de contrôle (faible, moyen ou élevé)
Changement du leadership de la CDC/RDC	Nomination de nouveaux dirigeants (Nouvelle loi et ses incidences éventuelles)	Classement et archivage adéquat pour une bonne passation des dossiers (Equipe focale : sensibiliser les nouveaux dirigeants s'il y a lieu).	Appui politique et diplomatique auprès des autorités nationales. (Equipe des pairs : sensibiliser les nouveaux dirigeants s'il y a lieu).	Moyen
Instabilité politique	Troubles suite au processus électoral.	Bonne gestion de la mise en œuvre du projet	Appui politique et diplomatique auprès des autorités nationales	Moyen
Financement insuffisant de la CDC/RDC par l'Etat	Faible taux des rémunérations et paiement irrégulier des frais de fonctionnement	Plaidoyer auprès de l'Assemblée Nationale et des ministères compétents	Appui politique et diplomatique auprès des autorités nationales	Moyen
Non amélioration du système de communication	Absence d'une bande passante à capacité suffisante et d'autres possibilités des systèmes informatiques		IDI et ses partenaires verront dans quelle mesure il est possible d'aider	Moyen



7 Principes de coopération

Les principes fondamentaux qui régiront la coopération sont les suivants :

- i. Les partenaires reconnaissent et respectent les structures de gouvernance et les procédures internes des uns et des autres.
- ii. Les partenaires seront transparents en ce qui concerne les activités planifiées susceptibles d'avoir un impact sur le travail des autres parties prenantes. Ils chercheront des moyens de se compléter mutuellement dans l'exercice de leurs fonctions.
- iii. Les partenaires coopéreront avec honnêteté, intégrité et professionnalisme et respecteront le travail, les conclusions et les opinions des autres parties prenantes.
- iv. Les communications des partenaires seront traitées avec la promptitude requise et examinées dans la perspective de la recherche des moyens de coopérer et de se compléter dans l'exécution des fonctions des uns et des autres.
- v. Les partenaires s'engagent à maintenir une communication interne et externe ouverte et efficace sur toutes les questions faisant l'objet de leur collaboration. Ils s'efforceront de partager des informations sur les activités pertinentes et les partenariats générés en complément à la coopération, ou en conséquence de celle-ci, pour la mise en œuvre du projet.
- vi. Les partenaires donneront séparément ou conjointement une visibilité appropriée à leur coopération et à leurs activités, et s'emploieront à améliorer la connaissance de leurs priorités et activités respectives.
- vii. Les partenaires devront maintenir une discrétion totale au sujet des informations confidentielles de chacune des parties prenantes qui pourraient être partagées au cours de l'exécution du projet, sauf autorisation écrite préalable de la partie prenante concernée.

8 Accord

Les parties signataires du présent accord s'engagent à :

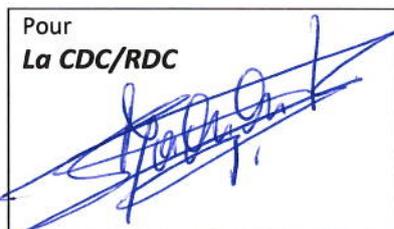
- travailler ensemble pour atteindre les résultats ;
- mettre à disposition les ressources et le personnel nécessaires à la conduite du projet ;
- respecter les principes et exigences de coopération énoncés dans l'accord de donateur pour le programme.

Elles conviennent que tout changement dans les objectifs et extrants du présent projet fera l'objet d'une discussion et d'un accord mutuel.

Le présent accord qui prend effet à la date de sa signature peut être dénoncé par l'une des parties à condition qu'un préavis d'un (01) mois ait été notifié aux autres parties. La dénonciation du présent accord par l'une des parties ne modifie en rien les obligations antérieurement contractées.

Les annexes ci-jointes font partie intégrante des dispositions du présent accord

Date: 16 Octobre 2018

Pour La CDC/RDC 	Pour Le CREFIAF 	Pour IDI 
--	--	--

Annexe 1: Plan d'activités et d'étapes

Les activités et les résultats attendus ci-dessous sont utilisés comme point de départ pour identifier les activités, produits et étapes les plus pertinents et les plus réalistes.

Jalons du projet

Étape	La Description	Jalons
A	Établir les fonctions du projet	Septembre 2018
B	Évaluation de besoins	Décembre 2018
C	Consultations des parties prenantes sur les attentes en matière de développement de l'ISC	Mars 2019
D	Planification stratégique et opérationnelle	Octobre 2019
E	Planification de soutien externe de long terme	Décembre 2019
F	Gestion de projet	Juin 2020

Annexe 2: Principales ressources actuelles de la CDC/RDC affectées au projet et aperçu du soutien externe

Équipe de gestion stratégique d'ISC

Rôle	Nom	Organisation
Chef d'équipe et personne de contact principale	Salomon Tudieshe (M.)	Cour des comptes/ Conseiller
Membre	Léon Vangu -ki- Muaka (M.)	Cour des comptes/ Conseiller
Membre	Raphaél DiantesaAbeli (M.)	Cour des comptes/ Conseiller
Membre	Déborah-Béatrice Mofambala Ya Nzambe (Mme.)	Cour des comptes/ Avocat général
Membre	Georges ShimbiKayumba (M.)	Cour des comptes/Magistrat stagiaire
Membre	Michel Longo Bumpa (M.)	Cour des comptes/Directeur
Membre	Mireille Ntumba Kanjinga (Mme.)	Cour des comptes/Vérificateur
Membre	Joseph Folo-Katenga Yakusu (M.)	Cour des comptes/Vérificateur

Documents de gestion stratégique

Type de document	Titre du document de l'ISC s'il existe	Commentaire
Plan stratégique	Non disponible	Pas de plan stratégique.
Plan opérationnel	Non disponible	Pas de plan opérationnel, étant donné qu'il découle du plan stratégique.

Type de document	Titre du document de l'ISC s'il existe	Commentaire
Autres plans importants de l'ISC	Plan annuel Plan d'action pour l'implication des parties prenantes	La CDC/RDC utilise un plan annuel identifiant les actions à mener et les activités de contrôle à exécuter par la Cour des comptes annuellement En cours d'élaboration. A suivre
Rapports d'avancement internes	Non élaboré	Pas de rapport d'avancement interne
Rapport de performance externe	Non élaboré	Dernier rapport fait par le CREFIAF en 2013.
Description du système pour la gestion stratégique et / ou opérationnelle des ISC, y compris le suivi et le suivi et le SIG (système d'information de gestion)	Non effectuée	Cellule de communication à l'étude. A suivre.

Type de document	Titre du document de l'ISC s'il existe	Commentaire
Évaluation des besoins (PMF- Cadre de mesure de la performance, revue de l'assurance qualité ou autre)	Non effectuée.	

Soutien au renforcement des capacités des trois dernières années, y compris le soutien externe existant

Titre du projet	Période	Information additionnelle
<p>POFIT –CONGO via COREF Organisation des 5 ateliers de restitution des observations de la Cour des comptes sur la reddition des comptes des budgets des provinces du Luailaba, du Sud Kivu,, du Maniema, du Kongo central, du Nord Kivu et de la ville de Kinshasa.</p>	<p>Mars 2018- Juin 2018</p>	<p>La Cour des comptes n'a pas reçu de soutien direct pour le renforcement des capacités au cours des trois dernières années.</p>
<p>POFIT –CONGO via COREF Appui aux missions d'étude et d'installation des chambres des comptes en province (Nord Kivu, Kongo central, Tshopo, Haut Katanga, et Equateur.</p>	<p>Juillet 2018- Juillet 2018</p>	<p>Elle bénéficie d'un appui issu des accords entre le gouvernement et des bailleurs qui ont établi un fonds multi bailleurs pour la réforme des finances publiques. C'est dans ce cadre que les quatre activités de contrôle ci-contre sont financées.</p>
<p>POFIT –CONGO via COREF Appui aux missions d'audit auprès de la DGDA sur le dossier des exonérations dérogatoires accordées au cours des exercices fiscaux 2013 à 2016</p>	<p>Mars 2018- Septembre 2018</p>	<p>Il n'y a donc pas de projet spécifique de la CDC/RDC financé au cours des trois dernières années.</p>
<p>POFIT –CONGO via COREF Appui à la mission d'audit des projets d'investissement financés par le Trésor public (Exercices 2013 à 2016).</p>	<p>Mars 2018 – Septembre 2018</p>	<p>Cet appui ne permet pas à la Cour de respecter les normes d'adoption de ses rapports ceux-ci lui étant réclamés avant que la procédure ne soit arrivée à terme. L'autonomie de la Cour des comptes est mise à mal dans ces conditio</p>

Annexe 3: Équipe de pairs

Rôle	Nom et Prénoms	Fonction	Organisation
Chef d'équipe	Dabo, Muhammed M	Manager du renforcement des capacités	IDI
Membre	Rashiwa, Isabelle	Conseiller maître	ISC du Gabon
Membre	Kebe, Ahmadou Lamine	Conseiller référendaire	ISC du Sénégal
Membre	Moukoko, François Bekemon	Manager du renforcement des capacités	CREFIAP